

22 mars, combattre le racisme, conquérir l'égalité (p. 3)

Revolver

« **U**kraine : l'opinion avec Macron », titre *Le Figaro*. C'est à voir. L'article s'appuie sur un sondage où l'on demande aux Français si Macron représente bien la France à l'étranger ? 57 % disent : non pas vraiment et non pas du tout. Autre question : « Seriez-vous favorables ou opposés à une intervention de l'armée française en Ukraine pour combattre la Russie ? » 74 % y sont opposés. Ils ont du mérite, alors qu'à longueur de journée défilent sur les médias et autres réseaux des « experts » qui, quand ils entendent le mot PAIX, sortent leur revolver. ☹

Gérard Streiff

Poutine et Trump sont capables de sceller un accord sur le dos de l'Europe et de l'Ukraine

FABIEN
ROUSSEL

Vidéo

Poutine et Trump sont capables de sceller un accord sur le dos de l'Europe et de l'Ukraine

SOUSCRIPTION (cliquez)

Je verse : € « *Donnez au PCF les moyens d'intervenir* »

Chèque à l'ordre de « ANF PCF : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19



Dimanche
Politique L'ENTRETIEN

5:45



Scroll for details

(1033) • 12 mars 2025

22 mars, combattre le racisme, conquérir l'égalité

« **N**é-e-s ici ou venu-e-s d'ailleurs, l'égalité des droits c'est pour toutes et tous ! » : c'est le mot d'ordre qu'ont choisi les associations antiracistes, de défense des droits humains et les organisations syndicales pour appeler à des manifestations ce samedi 22 mars dans tout le pays.

Cet appel s'inscrit dans le cadre de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale (21 mars) qui marque l'anniversaire du massacre de Sharpeville en Afrique du Sud, quand la police tua 69 personnes lors d'une manifestation contre l'apartheid. C'était en 1960.

Aujourd'hui en France, les paroles et les actes racistes sont en forte augmentation, et vont de pair avec la persistance d'un haut niveau de discrimination, notamment à l'embauche et au travail.

Nous saluons à ce titre l'initiative inédite des huit grandes organisations syndicales qui lanceront le 21 mars une grande campagne unitaire contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie en direction du monde du travail.

La xénophobie, le racisme, l'antisémitisme et les discriminations sont des armes de division massive qui alimentent les fractures et permettent aux idéologies identitaires et à l'extrême droite de progresser partout. Une progression aujourd'hui largement permise par la parole même du Premier ministre, quand il évoque la « submersion migratoire », ou par les actes du ministre de l'Intérieur dont la circulaire dangereuse doit être abrogée.

Fabien Roussel déclarait récemment : « Quand tout

est fait pour nous diviser en fonction de notre couleur de peau, de notre religion, de notre lieu d'habitation – urbains versus ruraux –, quand certains à gauche ne proposent rien d'autre que le chaos, le travail doit être le socle du rassemblement. »

Nous inscrivons ainsi notre lutte contre le racisme dans une perspective indissociable du combat de classe pour la justice sociale et intimement liée à la bataille universaliste pour l'égalité. Elle est celle de la République qui refuse de distinguer les êtres humains, quelle que soit leur nationalité, en fonction de leur origine, de leur couleur de peau ou de leur religion.

Nous combattons le racisme et la xénophobie qui demeurent des ressorts majeurs de la progression de l'extrême droite en alimentant le rejet des immigrés et en portant le principe de « priorité nationale », clé de voûte du programme du RN. Nous combattons avec autant de force la haine antijuive, qui a conduit dans notre pays à l'affaire Dreyfus et à la collaboration avec le génocide hitlérien. Et



parce que nous savons que la dynamique de l'extrême droite et des idéologies identitaires se nourrit de la crise économique et sociale, nous voulons remettre la question du travail au centre de la bataille politique et amplifier notre mobilisation pour une nouvelle industrialisation et pour le développement des services publics.✪

Samedi 22 mars, soyons très nombreux aux côtés des victimes du racisme, avec les associations et les syndicats, pour conquérir l'égalité !

Bora YILMAZ

membre du CN

https://www.pcf.fr/actu_lutte_contre_racisme_antisemitisme

Les 24 h de Fabien Roussel

Le pari de la campagne du PCF contre l'austérité, pour une nouvelle industrialisation et de nouveaux services publics est qu'on peut se lancer dans une séquence politiquement mobilisatrice en dehors des périodes électorales. C'est dans ce contexte et afin d'en faire la démonstration que Fabien Roussel est venu en Sarthe le 4 mars 2025. Cette journée bien remplie a débuté par un rencontre avec les syndicalistes du centre hospitalier du Mans, plus gros employeur de la ville, et des salarié-es de la protection de l'enfance. Les échanges ont porté sur la crise de l'hôpital public, la nécessité d'une mobilisation citoyenne pour le défendre, et les mesures concrètes que les communistes proposent aux côtés des autres forces du NFP. La présence de travailleurs de la protection de l'enfance a permis aussi de rappeler que le PCF a décidé en novembre dernier de lancer ses assises de la protection de l'enfance, dans un contexte de dégradation continue des conditions d'accueil et d'accompagnement des mineurs en danger.

À midi avait lieu un buffet fraternel à Allonnes à l'invitation de Gilles Leproust, maire communiste de la commune. De nombreux camarades de la coopérative des élus communistes et républicains étaient présents. Les sujets de préoccupation ne manquent pas : effondrement des financements culturels dans la région Pays-de-la-Loire, contraintes budgétaires pesant sur les exécutifs locaux. Le communisme municipal est frappé de plein fouet par une mutation du capitalisme qui considère de moins en moins les collectivités locales comme des sou-

papes à la colère sociale.

Une délégation du Parti menée par Fabien Roussel rencontrait en début d'après-midi l'intersyndicale des salarié-es de NTN, un gros sous-traitant de l'automobile installé à Allonnes, et qui vient d'annoncer un «plan de sauvegarde de l'emploi», expression curieuse quand il s'agit de supprimer plus de 120 postes. Si le directeur de l'usine prétend dans la presse qu'il ne s'agit pas d'une première étape avant la fermeture du site, l'inquiétude est forte. Une des fonctions du PCF est bien de donner le plus d'écho possible à des combats syndicaux qui relèvent de l'affrontement direct avec les logiques capitalistes.

Il fallait ensuite interpellier les donneurs d'ordres : à 16 h, une centaine de communistes, de syndicalistes CGT et de salarié-es de Renault se sont retrouvés devant l'entrée de l'usine emblématique de l'automobile sarthoise, plus ancien site du groupe encore en activité. Après avoir compté près de 10 000 salarié-es dans les années 1970, l'usine compte dorénavant un peu plus de 1 500 travailleurs. Un échange nourri entre le responsable du syndicat CGT et Fabien a ainsi pu se tenir devant les caméras et les micros.

Une réunion publique a clos la journée. 250 personnes se sont massées dans une salle du Mans pour interroger notre secrétaire national, et l'échange fécond avec le public a requinqué plus d'un participant.

Pour la fédération de la Sarthe, cette visite a plusieurs intérêts. D'abord elle fait le lien entre industrie



et services publics. Or le sentiment de relégation que partagent beaucoup de nos concitoyens tient à la disparition accélérée des deux secteurs d'activité. De plus, la section du Mans a identifié le centre hospitalier comme son lieu de militantisme privilégié dans le cadre de la campagne. La réunion avec les syndicalistes a donc permis de reprendre contact avec une structure dans laquelle nous disposons aujourd'hui de peu d'adhérents, c'est donc un point d'appui utile pour l'avenir. Enfin, notre parti est identifié par les autres formations politiques et les médias locaux comme incontournable sur les questions automobiles. L'idée est donc de continuer à creuser un nombre réduit de sillons plutôt que de s'éparpiller, tout en adaptant nos combats à la réalité locale du Parti. 🇫🇷

Hoël Le Moal

co-secrétaire de la section du Mans



2, place du Colonel-Fabien - Paris 19^e
COMITÉ DE RÉDACTION:
Igor Zamichiei (directeur),
Gérald Briant, Amado Lebaube,
Léna Mons, Rachel Ramadour.

RÉDACTION: Gérard Streiff / Mèl: communistes@pcf.fr

RELECTURE: Jacqueline Lamothe

MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE: Zouhair@NAKARA.info

(Tél.: 06 07 99 90 81) Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA

SKF, une histoire ouvrière emblématique



Au printemps 1985, il y a très exactement quarante ans, la lutte des ouvriers de l'entreprise SKF d'Ivry allait connaître son point culminant : dans la nuit du 4 au 5 juin, en effet, plusieurs centaines de syndicalistes, de salariés réoccupaient l'usine, envahie quelques jours plus tôt par les CRS et ils tenaient « leur » entreprise, plusieurs heures durant, face à une véritable armada policière. Comment en était-on arrivé là ? L'entreprise SKF d'Ivry était une usine de pointe dans le roulement à billes, 600 salariés, un syndicat CGT très majoritaire, une organisation communiste très présente et un entourage populaire fort.

En 1983, les actionnaires suédois décident purement et simplement de sa fermeture afin de délocaliser la production, notamment vers l'Italie et l'Espagne. La nouvelle sidère les ouvriers, en majorité des ouvrières, qui se mobilisent aussitôt. Elle sidère la municipalité confrontée depuis des années par des vagues de fermetures d'usines et des pertes d'emplois par milliers.

Arrive l'été, on craint un mauvais coup du patronat et l'usine est sous haute surveillance du personnel. Et puis on espère que la décision de l'Inspection du travail, à la rentrée, va contredire le choix de la direction. Car enfin, la gauche est au pouvoir, depuis 1981, et elle a son mot à dire. Du moins on le croit. Or l'inspection et donc le ministère de l'Industrie alors dirigé par Laurent Fabius approuvent les

actionnaires. Alors c'est la guerre. L'occupation est votée, elle va durer près de deux années. Deux années pendant lesquelles les salariés vont multiplier les propositions alternatives, ainsi que les initiatives de lutte (voyages en Suède, manifestations, colloques, journées portes ouvertes, etc.). Durant ces longs mois, une sorte de « communauté » ouvrière s'installe dans et autour de l'usine, avec la solidarité très active de la ville, du département, des députés communistes du Val-de-Marne. Georges Marchais s'engage tout particulièrement dans cette action. Mai 1985 : à l'aube du 28 mai, les CRS envahissent l'entreprise. Cette menace était dans l'air depuis des mois. La mairie fait donner sa sirène, l'église sonne ses cloches, les gens sont dans la rue. Les syndicalistes, les salariés prennent cette intervention pour un affront et ils « reprennent » les bâtiments le 5 juin au petit matin : ils tiennent les lieux une matinée entière avant d'en être rudement chassés.

Ce mouvement social, qui bouleverse la ville et le département, va connaître un profond retentissement national. Son souvenir est resté vivace à Ivry (une fresque murale rend hommage aux ouvrières notamment) et demeure un « cas d'école » pour

Présentation du livre

« **La légende S.K.F - Lutte, emploi, industrie** »
de Gérard STREIFF
Jeudi 3 avril 2025 à partir de 19 h
en présence de l'auteur
et de syndicalistes qui ont occupé l'usine en 1985

à la médiathèque d'Ivry-sur-Seine
avenue Danielle Casanova - 94200 Ivry-sur-Seine

plusieurs raisons : c'est l'histoire d'une dignité ouvrière, c'est celle d'une formidable bataille contre la désindustrialisation ; celle aussi d'un puissant mouvement de solidarité et celle enfin de la gauche au tournant de la rigueur.

Et puis elle pose en grand, aujourd'hui encore, la question des pouvoirs d'intervention des salariés à l'entreprise. ✪

Gérard Streiff

Le livre *La légende SKF* sort aux Éditions du Petit Pavé (St-Jean-des-Mauvrets 49320).

SOUSCRIPTION (cliquez)

Je verse : €

« **Donnez au PCF les moyens d'intervenir** »

Chèque à l'ordre de « ANF PCF :

2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

Il était une fois le colonel Fabien

Une série historique de Gérard Pellois (épisode 8)

Après la libération de Paris, le colonel André (Albert Ouzoulias) pour les FTP et le colonel Rol-Tanguy pour les FFI demandent à Fabien de rassembler un millier de combattants, pour « nettoyer » et entrer rapidement en relation avec l'armée américaine afin d'en assurer les arrières dans l'Aisne et rejoindre le front près de Metz (57) où elle est en difficulté.

Le 1er septembre, il rassemble 500 combattants venus des barricades, sans casque, sans tenue, sans chaussures dignes de ce nom, avec des armes récupérées à l'ennemi. Fabien réquisitionne bus et camions, malgré l'opposition du général Koenig, parachuté - si l'on peut dire - gouverneur militaire de Paris par de Gaulle à la veille de la libération de Paris. Il n'a connu ni la guérilla, ni les maquis. Défenseur zélé de l'ordre de dissolution des FFI prononcé par de Gaulle, il n'aura de cesse de mettre des bâtons dans les roues de ce qui va devenir le « 1er régiment de Paris » ou la « Brigade Fabien ». Le 3 septembre, rassemblés dans l'Oise, trois bataillons les rejoignent. Ils sont maintenant 1 500.

Avec des moyens logistiques dérisoires (essence, vêtements, vivres, argent...) le 9 septembre, Fabien entre en contact avec la 3e armée du général Patton. Le 12, la brigade est à côté de Metz (54) face aux lignes allemandes et est rattachée au 20e corps d'armée US. Le 15, sous le regard des caméras, elle est passée en revue par le général Walker

« ...fier d'être en présence de l'élite de la nation française... ».

Les jours suivants la brigade reçoit le renfort de plusieurs compagnies et de FFI recrutés au passage. Dans ces renforts, un certain nombre d'individus anticommunistes n'ayant pas fait la Résistance se sont infiltrés. Trois d'entre eux sont jugés pour indiscipline, dont l'un, muté, se retrouvera responsable du dépôt de munitions en Alsace avec Fabien. La brigade compte maintenant 2 400 combattants dont quelques femmes et prend, le 25 septembre, le nom de « Groupe tactique de Lorraine » à la devise « Vaincre et vivre ».

Fin octobre, les Américains poursuivent leur route vers l'Allemagne, les liens avec le GTL sont rompus. Le général Walker et de nombreux cadres américains adressent leurs témoignages et gratitude à Fabien et au ministère français de la Guerre. L'autorité de Fabien ne sera plus contestée.

Le 10 décembre, à Vesoul (70) le général de Lattre de Tassigny, qui commande la 1re Armée, inspecte les hommes de Fabien. Le but de Fabien de « constituer en combattant une unité de l'armée française » se rapproche après trois mois de glorieux combats. Le GTL devient la « 1re brigade de Paris », elle est intégrée à la 1re Armée, en difficulté en Alsace. Le 13 décembre, Fabien est à Habsheim (68) où il installe son P.C. à la mairie.

Le 27 décembre 1944, vers 18 h 30, Fabien demande à l'armurerie de lui fournir des mines destinées à

une opération la nuit même. Ces mines que Fabien connaît bien sont normalement désamorcées. Fabien demande à ce qu'on lui en dépose une sur son bureau pour en expliquer le fonctionnement. Il se rend à la popote et revient à 21h20. Quand il ouvre la boîte, la mine explose. La mairie est en partie dévastée. Neuf blessé-e-s, le colonel Fabien, le colonel Dax-Pimpaud, Gilberte Lavaire (Nicole) et le capitaine Lebon sont tués, le capitaine Katz décèdera quelques jours plus tard.

Les autres mines, pièces à conviction, sont détruites, le commandant de l'armurerie, le soldat chargé de porter la bombe ont disparu. L'enquête officielle est rapidement close et le dossier a disparu. Qui a tué Fabien, celui qui aurait pu être le premier général communiste ? ❄️



Le 1^{er} Régiment de Paris en marche, 28 novembre 1944 (DR)
© Musée de la Résistance nationale, Champigny-sur-Marne
Droits réservés

Hommage aux résistantes en Moselle annexée

À l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes, le PCF Moselle a pris l'initiative d'un premier hommage aux résistantes en Moselle annexée, entendant ainsi réparer une injustice, un oubli. Cet hommage rassembla CGT, FSU, LDH, MRAP, l'espace Jean-Burger et le PCF. La cérémonie a été ouverte par Hélène Leclerc de la LDH.

Il reste encore beaucoup à faire pour que la mémoire de la résistance ouvrière trouve toute sa place dans l'histoire du département ; il reste tout à faire pour que les femmes militantes engagées, résistantes soient reconnues. Polonaise, Allemande, Italienne, Française, unies dans le combat contre le nazisme, les femmes membres du groupe Mario, dont certaines ont joué un rôle de premier plan, n'ont pas leur place dans notre mémoire collective. Elles sont invisibilisées, alors qu'elles se sont engagées, dans les conditions particulières de la Moselle annexée, contre l'occupant nazi.

Elles ont participé à des actions de sabotage, transporté des tracts et parfois des armes, cachées des clandestins, distribué des tracts, collecté des fonds pour la Résistance, organisé des filières d'évasion. Elles ont également été réfractaires. Elles ont été résistantes.

À deux mois du 8 Mai, date anniversaire de la victoire des peuples sur le nazisme, il faut rappeler la hauteur de leurs engagements, un engagement issu de leurs conditions de femmes issues du monde du travail. L'hommage d'aujourd'hui est un hommage militant, un hommage prolongé par un



travail de mémoire pour rappeler l'existence d'une résistance ouvrière et de sa composante féminine ici en Moselle.

Beaucoup de choses sont possibles, parfois symboliques mais importantes comme un nom de rue ou une plaque commémorative. Cela c'est de la responsabilité des pouvoirs publics mais aussi de la mobilisation citoyenne.

Au cours de son intervention, Jacques Maréchal a rappelé quelques éléments biographiques de femmes membres du groupe : Margot Durfmeyer, Anna Schultz, Julie Klein et Marie-Marguerite Burger. À ce jour, une cinquantaine de noms ont été recensés. Cette liste a été lue par Agnès Bragard, co-secrétaire de la FSU 57.

L'hommage s'est terminé par un dépôt de gerbe, suivi d'une minute de silence, du Chant des Partisans et de la Marseillaise. La presse locale s'est fait l'écho de cette initiative en soulignant sa pertinence.✪

Jacques Maréchal
secrétaire départemental

Où va l'Allemagne ?

Recherches Internationales et le Centre interdisciplinaire d'études et de recherches sur l'Allemagne ont le plaisir de vous inviter à une conférence exceptionnelle dédiée aux élections allemandes, le 18 mars prochain à 18h30 à l'Espace Niemeyer.

Je m'inscris à la conférence débat en cliquant ici [1] ou par courriel à redaction.recherchesinter@gmail.com
Fragilités économiques, instabilité politique, montée de l'extrême droite, tensions démocratiques et sociales, l'Allemagne autrefois érigée en « modèle » fait face à une crise parfois qualifiée d'existentielle. Alors que les secousses affectant Berlin ne sauraient être isolées des tempêtes mondiales, les difficultés de la première puissance européenne intéressent tout particulièrement son premier partenaire politique et économique, la France.

Pour mieux comprendre la situation, *Recherches Internationales* et le CIERA, dans le cadre de son programme hors les murs, ont rassemblé, pour une conférence débat :

- **Hélène Miard-Delacroix**, professeure en études germaniques à Sorbonne Université ;
- **Alain Rouy**, germaniste, professeur de chaire supérieure ;
- **Celia Burgdorff**, chercheuse associée à la Fondation pour la Recherche stratégique, docteure en histoire des relations internationales ;
- Bruno Odent, journaliste spécialiste de l'Allemagne à *l'Humanité* ;
- **Kevin Guillas-Cavan**, chercheur associé à l'Institut de Recherches économiques et sociales.

Le 18 mars 2025 à l'Espace Niemeyer, 6 avenue Mathurin-Moreau, 75019 Paris.

Je m'inscris à la conférence débat en cliquant ici [1] ou par courriel à redaction.recherchesinter@gmail.com

Les Jeunes Communistes alertent sur l'application de la loi dans l'enseignement privé

Jeudi 6 mars 2025, le journal *Marianne* a publié une tribune signée par Assan Lakehoul, secrétaire général du Mouvement jeunes communistes de France (MJCF). Intitulée « Comment confier l'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle à Notre-Dame de Bétharram ? », cette tribune s'inscrit dans le cadre d'une campagne nationale du MJCF visant à enquêter sur l'application effective de la loi relative à l'éducation à la vie sexuelle et affective (EVARS) dans les établissements scolaires, notamment ceux sous contrat avec l'Église catholique.

Assan Lakehoul y dénonce les dysfonctionnements systémiques au sein de l'enseignement catholique, en s'appuyant sur l'affaire de Notre-Dame de Bétharram, où des dizaines de plaignants ont révélé des violences morales, physiques et sexuelles. Il pointe du doigt la responsabilité de l'Église, accusée d'avoir favorisé un réseau de silence et de complicité, et interroge la compatibilité du Code de droit canonique avec les principes républicains.

La tribune soulève une question : peut-on confier l'éducation à la vie affective et sexuelle à une institution dont les valeurs entrent en contradiction avec les lois de la République ?

Cette publication intervient alors que le débat sur la laïcité et l'éducation reste brûlant, et que le mouvement féministe cherche des moyens pour chan-

ger les comportements. Les jeunes communistes sont bien déterminés à ne pas laisser les réactionnaires occuper le terrain médiatique et empêcher les avancées sociales. ✪



Soutenons l'Avant-Garde
journal des jeunes communistes

dons à envoyer à Avant-Garde
2 place du Colonel Fabien 75019
chèque à l'ordre de l'association Paul Langevin

PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face à face Macron-Le Pen.

Je verse : € Ma remise d'impôt sera de 66% de ce montant

NOM PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

Chèque à l'ordre de « ANF PCF »
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

Pillage du Congo : la tartufferie et les crimes doivent cesser !

Une fois de plus, la République démocratique du Congo (RDC) est en proie à une crise tragique. Les combattants du M23, soutenus par plus de 3 500 soldats rwandais, ont pris le contrôle de Goma, capitale de la province du Nord-Kivu, après un siège de plusieurs jours. Comme si cela ne suffisait pas, les rebelles ont également étendu leur emprise à Bukavu, ville stratégique du Sud-Kivu. Cette avancée éclaire l'inefficacité criante de l'armée congolaise et met en lumière l'impunité avec laquelle le Rwanda poursuit son expansion sur le territoire congolais.

Face à cette violation flagrante de la souveraineté congolaise, le Conseil de sécurité de l'ONU et l'Union européenne ont condamné l'agression et exigé le retrait immédiat des forces étrangères. Mais cette indignation internationale masque mal une hypocrisie chronique : les grandes puissances, en soutenant des accords qui profitent au Rwanda au détriment de la RDC, participent à la perpétuation du pillage et du chaos.

Un conflit aux racines profondes : entre manipulations identitaires et convoitise minière

Si ces condamnations officielles sont nécessaires,



elles ne sauraient suffire sans une analyse des causes structurelles du conflit. Le drame qui se joue à l'Est de la RDC dépasse de loin une simple opposition entre Kinshasa et Kigali.



Le premier facteur aggravant est la manipulation identitaire. Le régime rwandais justifie son intervention en RDC par la nécessité de protéger les Tutsis congolais, notamment les Banyamulenge. Mais cette rhétorique dissimule mal un dessein plus stratégique : l'exploitation des ressources minières congolaises. Les événements récents ont montré que le gouvernement rwandais, sous couvert de préoccupations humanitaires, instrumentalise la question identitaire pour légitimer son ingérence. La guerre à l'Est du Congo est en réalité une économie de guerre qui enrichit à la fois les groupes armés, certaines factions de l'armée congolaise et des acteurs étrangers. Le coltan, la cassitérite et l'or extraits des mines congolaises transitent illicitement vers le Rwanda, l'Ouganda et le Burundi, avant d'être revendus sur les marchés internationaux sous des labels « propres ». Ce pillage industriel se fait avec la complicité de multinationales occidentales, qui ferment les yeux sur l'origine de ces minerais stratégiques.

L'hypocrisie des puissances occidentales : entre condamnations et complicité économique

Les condamnations diplomatiques des États-Unis et de l'Union européenne relèvent d'un cynisme insoutenable. En février 2024, Bruxelles et Kigali ont signé un accord de coopération sur les matières premières. Ce texte, censé garantir un approvisionnement sécurisé en métaux stratégiques pour l'industrie européenne, entérine en réalité un mécanisme de recel institutionnalisé : nombre des minerais inclus dans cet accord ne sont pas extraits au Rwanda, mais bel et bien en RDC.

En d'autres termes, l'Europe achète des ressources volées, tout en condamnant publiquement l'agression dont la RDC est victime. L'attitude des États-Unis n'est guère plus reluisante : Washington, sous prétexte de stabilisation régionale, continue de traiter le Rwanda comme un partenaire clé dans la région des Grands Lacs, malgré des preuves accablantes de son rôle dans le conflit congolais.

Pendant ce temps, les populations de l'Est du Congo vivent l'enfer : massacres, viols, déplacements massifs... Le conflit en RDC est le plus meurtrier depuis la Seconde Guerre mondiale, avec des millions de morts et une misère abyssale. Pourtant, il reste relégué aux marges de l'agenda international, sacrifié sur l'autel des intérêts économiques.

Soutenir les forces progressistes et exiger justice

Face à cette tragédie, il est impératif de soutenir les forces progressistes et démocratiques du Congo, notamment celles incarnées par Denis Mukwege, prix Nobel de la paix 2018. Ce dernier réclame, avec d'autres acteurs de la société civile, la création d'un tribunal pénal international pour la RDC et la mise en place de chambres mixtes afin de juger les

crimes commis depuis 1993.

Le rapport *Mapping* des Nations unies, qui documente les atrocités perpétrées en RDC, reste lettre morte en raison du manque de volonté politique internationale. Il est temps d'y remédier en mettant fin à l'impunité des criminels de guerre, qu'ils soient chefs rebelles, officiers de l'armée congolaise ou dirigeants étrangers.

La France doit rompre avec sa politique d'attentisme

Au-delà des déclarations creuses, la France a un rôle à jouer. Paris doit exiger des sanctions claires contre les dirigeants rwandais impliqués dans cette guerre de prédation. Il faut une rupture avec la politique ambiguë qui a longtemps prévalu : celle qui consiste à ménager Paul Kagame au nom d'une prétendue stabilité régionale.

De plus, la politique française en matière de matières premières doit être profondément réformée. La France et l'Europe ne peuvent pas continuer à nourrir indirectement les conflits africains en fermant les yeux sur la provenance des ressources qu'elles importent.

L'heure n'est plus aux demi-mesures. Il faut des actes concrets pour mettre un terme à l'hypocrisie criminelle qui permet à des multinationales, des puissances étrangères et des élites locales de prospérer sur le dos du peuple congolais.

Le respect des droits de la personne, de la souveraineté des peuples et du droit international doit enfin prévaloir. Sans cela, l'Est de la RDC continuera d'être un terrain de jeu pour les prédateurs économiques et un cimetière pour ses habitants. ❖

**Collectif Afrique
du secteur international PCF**

Rencontres progressistes

20 mars à 19 h, en visio : Industrie de la chimie : une filière menacée et des défis environnementaux à relever. Quels luttes et pouvoirs pour les salariés ? Avec Françoise Baran, syndicaliste du secteur de la chimie, et Peppino Terpolilli, spécialiste de l'énergie et de géosciences, corédacteur du plan climat Empreinte2050

27 mars à 19 h, présentiel + visio : Dérèglement climatique : un défi de civilisation pour la jeunesse, avec Assan Lakehoul, secrétaire national du MJCF, et Hélène Cogez, économiste et corédactrice du plan climat Empreinte2050

1^{er} avril à 19 h, en visio : Quel rôle de la sécurité d'emploi et de formation et quels nouveaux pouvoirs en entreprise pour réussir la transition énergétique ? Avec Frédéric Mellier, co-animateur de la commission Entreprises du PCF, Frédéric Boccara de la commission Économique du PCF, et Peppino Terpolilli, co-rédacteur du plan climat Empreinte2050

Info pratique : les conférences se déroulent en physique au siège du PCF, place du Colonel-Fabien à Paris et/ou en visio, selon indiqué pour chaque débat.
Lien de la visio : <https://visio.pcf.fr/b/ama-5mz-lof-elr> La participation physique aux conférences se fait sur inscription. Merci d'envoyer un mail à ecologie@pcf.fr



Brochure du siège du PCF

10,00 € TTC

Illustrée par de nombreuses et superbes photographies, souvent inédites, ce recueil donne à voir cette « sublime forteresse » dessinée par Oscar Niemeyer.

En stock

1 [A.JOUTER AU PANIER](#)

Catégories : Divers, Livres

<https://boutique.pcf.fr/produit/brochure-siege-pcf/>